
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 282

Bill 282

Loi modifiant la Loi de l'instruction
publique

An Act to amend the Education Act

Première lecture

First reading

M. CLOUTIER (Ahuntsic)

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1973



Projet de loi 282

Loi modifiant la Loi de l'instruction publique

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 205 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), remplacé par l'article 45 du chapitre 67 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **205.** Nonobstant tout pouvoir accordé en vertu de lois particulières et nonobstant l'article 97, la rémunération qu'une commission scolaire peut payer au président et à chacun des autres commissaires ou syndics d'écoles pour tous les services qu'ils rendent à la commission scolaire à quelque titre que ce soit et pour les dédommager d'une partie des dépenses inhérentes à leur fonction, est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui peut déterminer la fraction de cette rémunération qui est versée à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes à leur fonction.

Une commission scolaire peut autoriser le paiement des dépenses réellement encourues pour son compte par un commissaire ou syndic d'écoles qui en est membre, pourvu qu'elle ait autorisé telles dépenses. »

2. L'article 617 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972, est modifié en retranchant les deuxième et septième alinéas.

Bill 282

An Act to amend the Education Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 205 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), replaced by section 45 of chapter 67 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

“**205.** Notwithstanding any power granted under special acts and notwithstanding section 97, the remuneration that a school board may pay to the chairman and to each other school commissioner or trustee for all services rendered by him in any capacity to that school board and to indemnify him for a part of the expenses inherent in his duties shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council who may determine the proportion of such remuneration paid as an indemnity for a part of the expenses inherent in his duties.

A school board may authorize payment of expenses actually incurred on its behalf by a school commissioner or trustee who is one of its members, provided that it authorized such expenses.”

2. Section 617 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972, is amended by striking out the second and seventh paragraphs.

NOTES EXPLICATIVES

Les articles 1 et 5 de ce projet ont pour objet de permettre qu'à compter du 1^{er} janvier 1972, une partie de la rémunération des commissaires ou syndics d'écoles ne soit pas incluse dans le calcul de leur revenu, aux fins des lois fédérale et québécoise d'impôt.

L'article 2 est de concordance.

L'article 3 prévoit qui a qualité pour voter lors des élections scolaires dans l'île de Montréal.

L'article 4 est de concordance.

EXPLANATORY NOTES

The object of sections 1 and 5 of this bill is to allow, from the 1st of January 1972, that a part of the remuneration of school commissioners or trustees not be included in computing their income, for the purposes of federal and Québec income tax.

Section 2 is a concordance provision.

Section 3 determines who is entitled to vote at school elections on the island of Montreal.

Section 4 is a concordance provision.

3. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 617, les suivants:

« **617a.** Pour être inscrit sur la liste des électeurs, il faut:

1. être majeur le jour de la votation; et
2. le dernier jour juridique précédant la date du dépôt de la liste des électeurs, être citoyen canadien, domicilié dans la municipalité scolaire et n'être frappé d'aucune incapacité légale.

« **617b.** Pour avoir droit de voter, il faut être inscrit sur la liste des électeurs et, le jour de la votation, être citoyen canadien, domicilié dans la municipalité scolaire et n'être frappé d'aucune incapacité légale.

Un électeur ne peut toutefois voter que dans le quartier où il était domicilié le dernier jour juridique précédant la date du dépôt de la liste des électeurs. »

4. L'article 618 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972, est modifié:

a) en remplaçant, dans la septième ligne du premier alinéa, le chiffre « 65 » par le chiffre « 99 »;

b) en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

« Toutefois, pour les fins de l'article 54a, l'article 423 continue à s'appliquer dans le cas visé au cinquième alinéa de l'article 49. »

5. L'article 1 de la présente loi a effet depuis le premier janvier 1972.

Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 205 de la Loi de l'instruction publique tel que remplacé par l'article 45 du chapitre 67 des lois de 1971, sont réputés avoir été adoptés, avec effet au 1^{er} juillet 1972, en vertu de l'article 205 de la Loi de l'instruction publique tel que remplacé par l'article 1 de la présente loi. Les frais de représentation déterminés dans lesdits arrêtés en conseil et qui ont déjà été payés ou qui seront payés, sont réputés être une rémunération au sens de l'article 205 de la Loi de l'instruction publique tel que remplacé par l'article 1 de la présente loi, dont le tiers est réputé le dédommagement d'une partie des dé-

3. The said act is amended by inserting after section 617 the following:

“**617a.** To be entered on the electoral list, a person must:

- (1) be of full age on the polling day; and
- (2) on the last juridical day before the date of deposit of the electoral list, be a Canadian citizen domiciled in the school municipality and have full legal capacity.

“**617b.** To be entitled to vote, a person must be entered on the electoral list and on polling day be a Canadian citizen domiciled in the school municipality and have full legal capacity.

However, an elector shall vote only in the ward where he was domiciled on the last juridical day before the date of deposit of the electoral list.”

4. Section 618 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972, is amended:

(a) by replacing the number “65” in the fifth line of the first paragraph by the number “99”;

(b) by adding, after the first paragraph, the following:

“However, for the purposes of section 54a, section 423 continues to apply in the case contemplated in the fifth paragraph of section 49.”

5. Section 1 of this act has effect from the first of January 1972.

The orders in council made under section 205 of the Education Act replaced by section 45 of chapter 67 of the statutes of 1971, are deemed to have been made and effective from the 1st of July 1972, under section 205 of the Education Act replaced by section 1 of this act. The representation allowances determined in those orders in council and which were already or will be paid are deemed to be remuneration within the meaning of section 205 of the Education Act replaced by section 1 of this act, one third of which is deemed to be an indemnity for a part of the expenses inherent in the duties of school commissioner or trustee; the same applies to

penses inhérentes à la fonction de commissaire ou syndic d'écoles; il en est de même de tous frais de représentation payés à compter du premier janvier 1972.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

representation allowances paid from the first of January 1972.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.